

## Victor Hugo, la misère et *Les Misérables*

Ancien élève de l'École normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud, **JEAN-MARC HOVASSE** est agrégé et docteur ès lettres. Après sept ans d'enseignement au lycée français de Belgique puis aux Universités Charles-de-Gaulle Lille III et Paris-VII, il est actuellement chargé de recherche au Centre d'études des correspondances et journaux intimes des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles du CNRS.

L'auteur nous livre ici la première partie d'un exposé sur l'œuvre de Victor Hugo, qui relaye et met en scène le combat de l'écrivain en faveur de l'abolition de la misère. Ce dernier a, pour ce faire, largement puisé dans le contexte social et politique de son époque, de même que dans sa propre expérience.

Victor Hugo<sup>1</sup> croyait à la « puissance civilisatrice » de l'art, qui nous rend à notre humanité par la force de l'émotion. En ce sens un roman peut être plus utile, avoir plus d'impact sur la société que tous les combats politiques menés à la tribune. Plus qu'aucun autre auteur, Victor Hugo a pu en faire l'expérience dans sa vie et dans son œuvre.

Quand il commence à écrire, en 1845, le roman qui deviendra *Les Misérables*, il n'a plus rien à prouver. Il a quarante-trois ans, il est entré à l'Académie française deux ans plus tôt. Depuis une quinzaine d'années, il a conquis la suprématie dans tous les genres littéraires : la poésie, le théâtre, la critique et le roman enfin, même si sa dernière incursion dans ce genre, *Notre-Dame de Paris*, commence à dater un peu (1831). Et la concurrence est devenue rude : entre 1842 et 1845, le public dévore dans les journaux les feuilletons d'Eugène Sue (*Les Mystères de Paris*, *Le Juif errant*) et d'Alexandre Dumas : *Les Trois Mousquetaires*, *Le Comte de Monte-Cristo*, *Vingt Ans après...* Balzac continue de son côté, sur le mode du roman d'actualité, l'édification de sa *Comédie humaine* dont il vient de dresser le catalogue général.

Après son élection à l'Académie française en 1841, Victor

1. Jean-Marc Hovasse est notamment l'auteur d'un essai sur Victor Hugo, d'une édition commentée des *Châtiments* et d'une thèse sur Victor Hugo et les poètes parnassiens. Il a publié *Victor Hugo : Avant l'exil* (1802-1851), tome I, aux Éd. Fayard, en 2001.

Hugo est nommé pair de France par le roi Louis-Philippe en 1845, première fonction politique, mais d'abord et surtout honorifique. Il sera peut-être bientôt ministre, de l'Instruction publique ou des Affaires étrangères, il est arrivé au sommet des honneurs – en apparence du moins. Intérieurement, c'est autre chose : depuis la mort accidentelle de sa fille Léopoldine, qui s'est noyée dans la Seine à 19 ans avec son jeune mari le 4 septembre 1843, c'est un homme brisé, qui a arrêté de publier, et presque d'écrire. Sa vie conjugale est au point mort, et il trompe sa maîtresse quasiment officielle, Juliette Drouet, avec une jeune femme brillante et séduisante, Léonie Biard d'Aunet. Le mari de Léonie, un peintre alors réputé, fait surveiller sa femme par la police, laquelle prend les deux amants en flagrant délit d'adultère dans une petite chambre du passage Saint-Roch, au centre de Paris. L'affaire fait grand bruit, surtout pour un tout récent pair de France, qui échappe à ce titre aux poursuites, alors que Léonie est mise en prison. Il échappe aux poursuites mais pas aux quolibets, même s'il se démène pour que les journaux n'en rajoutent pas – ce qui n'empêche pas tout le monde d'en parler. L'entourage du roi lui conseille alors de se faire oublier : il feint de partir en voyage, mais en réalité il s'enferme chez lui et commence enfin le roman auquel il pensait depuis quelque temps.

C'est ainsi que, le 17 novembre 1845 précisément (il a noté la date dans la marge), il raconte l'arrivée d'un homme barbu, portant casquette et sac à dos, « dans la petite ville de D[igne] » (c'est aujourd'hui le deuxième livre du roman, intitulé *La Chute*). Cet homme barbu est un paria, un ancien galérien qui a fait dix-neuf ans de bagnage ; il ne porte pas encore son nom définitif, mais ce sera Jean Valjean. Il fait la route à pied entre Toulon et Pontarlier, dans le Jura. Il a un peu d'argent, mais un passeport jaune d'ancien forçat qui le dénonce, en plus de sa mine patibulaire, si bien qu'il est chassé de toutes les auberges et de toutes les maisons. Personne n'accepte de l'héberger, pas même un chien qui refuse de partager sa niche avec lui. Il est donc au trente-sixième dessous quand une brave dame lui conseille de frapper à la seule porte de la ville ouverte à tous : celle d'un saint homme qui vit là comme un pauvre, et qui se révèle être l'évêque de la ville, Mgr Bienvenu, né Myriel – qui deviendra du même coup l'évêque le plus célèbre de la littérature française, sinon universelle. C'est par son portrait hagiographique, intitulé « Un juste », que Victor Hugo choisira finalement d'ouvrir son roman. Il avait pris pour modèle, entre autres, l'évêque de Digne Bienvenu de Miollis (1753-1843). Alors que l'enseignement moral de Mgr Bienvenu, pour être plus philosophique qu'ecclésial, sera semble-t-il l'unique cause de la mise à l'Index de l'ensemble du roman à Rome<sup>2</sup>, le procès en béatification de Mgr de Miollis s'est ouvert en janvier 2024 : tout vient à point à qui sait attendre...

La suite, tout le monde la connaît. L'évêque accueille le bagnard, qui le remercie en lui volant son argenterie, les gendarmes l'arrêtent, mais l'évêque le sauve en le disculpant de sa faute – en échange de sa conversion. Cette dernière ne sera pas immédiate.

2. Par décret du 20 juin 1864. Voir Jean-Baptiste Amadiou, « Les mises à l'Index de Notre-Dame de Paris et des Misérables par le Saint-Siège », *L'Immortalité littéraire et ses juges*, Éd. Hermann, 2019.

Le roman est l'histoire de la longue et difficile rédemption de Jean Valjean : « *L'œuvre entière gravite autour d'un personnage central. C'est une sorte de système planétaire, autour d'une âme géante qui résume toute la misère sociale actuelle.* » (Lettre de Victor Hugo, 3 août 1861.) Les autres personnages, pas encore canonisés, sont eux aussi tombés dans le domaine public : Javert le policier intransigeant, Fantine, fille mère de Cosette qui par amour descend tous les degrés de la misère et de la prostitution jusqu'à la mort, Marius le petit-fils républicain du vieux royaliste Gillenormand qui l'a élevé, le couple infernal des Thénardier, avec ses deux filles Éponine et Azelma qu'il exploite, et leur frère Gavroche abandonné depuis longtemps dans la rue... Et puis les forçats, les révolutionnaires, et la foule de ceux qui n'ont pas de nom, pas de famille, presque pas d'existence, ce qui est un des signes distinctifs de la misère : « *S'appelaient-ils Claquesous ? non. Il disait : Je m'appelle Pas-du-tout.* » (*Les Misérables*, III, VII, 3.) À l'encontre des personnages de *La Comédie humaine* de Balzac, nombreux sont en effet dans *Les Misérables* ceux qui disparaissent sans laisser de trace. Au même moment, Balzac écrit et publie successivement les différentes parties de *Splendeurs et misères des courtisanes*, avec les mêmes personnages (le forçat, la prostituée), les mêmes lieux (Paris, la prison, le couvent), les mêmes sujets (la justice, l'argot) ; Hugo lui donne le change sur tous ces points, jusqu'au titre auquel il s'arrête alors, *Les Misères*.

La première campagne de rédaction du roman, d'une durée approximative de deux ans et trois mois, est interrompue par une nouvelle révolution, celle de février 1848, qui chasse définitivement les rois hors de France et proclame la Deuxième République. Plus des trois quarts du récit sont déjà couverts, mais l'ensemble représente une petite moitié seulement de ce qui sera le roman définitif – cet écart s'expliquant par les nombreux développements ajoutés ultérieurement aux parties déjà écrites. Avant d'entrer, à la faveur d'une digression célèbre, à l'intérieur même du roman, la révolution de 1848 s'inscrit dans les marges du manuscrit : à la fin de l'avant-dernier livre de la quatrième des cinq parties, Hugo note simplement la date d'interruption, « 14 février ». Il est alors loin de se douter qu'il n'écrira la page suivante qu'une douzaine d'années plus tard.

À la faveur de cette révolution qui a aussi supprimé la chambre des pairs dont il était membre, Victor Hugo fait sa première campagne puis est élu à l'Assemblée nationale constituante. Il donne désormais l'impression de se consacrer entièrement à la politique. Il appartient encore au parti de l'ordre, conservateur, et soutient globalement le gouvernement, mais une sorte de malaise s'installe peu à peu, qui se traduit d'abord par des absences et des abstentions. À la fin du mois de mai 1849, l'Assemblée constituante est remplacée par l'Assemblée législative. La fracture définitive entre Victor Hugo et son parti date de cette année-là. La question de la misère en est au centre. Un membre de son parti, le vicomte Armand de Melun, gentilhomme catholique à la fibre sociale très sincère, prépare une intervention sur « les lois relatives à la

prévoyance et à l'assistance publique ». Victor Hugo le soutient de tout son cœur, pour des raisons qu'il avait énoncées en commission :

*« Cette misère, cette immense souffrance publique, est aujourd'hui toute la question sociale, toute la question politique. Elle engendre à la fois le malaise matériel et la dégradation intellectuelle ; elle torture le peuple par la faim et elle l'abrutit par l'ignorance.*

*Cette misère, je le répète, est aujourd'hui la question d'État. Il faut la combattre, il faut la dissoudre, il faut la détruire, non seulement parce que cela est humain, mais encore parce que cela est sage. La meilleure habileté aujourd'hui, c'est la fraternité. Le grand homme politique d'à présent serait un grand homme chrétien<sup>3</sup>.* »

Il avait aussi, en poète, associé deux mots qui se ressemblent en français, *misère* et *mystère*, mettant en garde contre « ces révolutions inconnues et formidables qui arrivent, portant dans leurs flancs le mystère de la misère. » Si cette question de la misère était primordiale, c'est qu'en effet elle menaçait l'ensemble de l'édifice social. Armand de Melun réclamait la création d'une commission où toutes les tendances de l'Assemblée seraient représentées, qui recueillerait les analyses et les rapports dans tous les domaines, centraliserait les initiatives, et proposerait en retour des lois à l'Assemblée. Victor Hugo avait abondé dans son sens, toujours dans la commission du mois de juin :

*« Il ne faut pas disperser les études ; tout ce grand ensemble veut être coordonné. Il ne faut pas surtout séparer l'assistance de la prévoyance. Il ne faut pas étudier à part les questions d'hospices, d'hôpitaux, de refuges, etc. Il faut mêler le travail à l'assistance, ne rien laisser dégénérer en aumône. Il y a aujourd'hui dans les masses de la souffrance ; mais il y a aussi de la dignité. Et c'est un bien. Le travailleur veut être traité, non comme un pauvre, mais comme un citoyen. Secourez-les en les élevant. »*

Comment ne pas lire ici le passage d'« Aide à toute détresse » à « Agir tous pour la dignité » ? Avec tant de bonne volonté, il était normal que Victor Hugo fût le premier orateur dans la discussion de la proposition de loi d'Armand de Melun. Le 9 juillet 1849, il prononça son premier grand discours à l'Assemblée législative, aujourd'hui connu sous le titre « La Misère ». En 2002, la *Revue Quart Monde* en avait reproduit les passages devenus les plus célèbres, à partir de la déclaration : « *Je ne suis pas, messieurs, de ceux qui croient qu'on peut supprimer la souffrance en ce monde, la souffrance est une loi divine, mais je suis de ceux qui pensent et qui affirment qu'on peut détruire la misère<sup>4</sup>.* »

Le sujet était consensuel, mais ce discours souleva un tollé général car Victor Hugo commença par dénoncer tout haut les bruits qui circulaient tout bas entre les rangs de sa majorité : que seule la force pouvait rétablir l'ordre, que les lois envisagées n'étaient que des mesures en trompe-l'œil destinées à donner le change aux socialistes, et qu'elles ne recevraient jamais le commencement d'une application. Il n'en termina pas moins son discours en fixant pour but à l'Assemblée, qu'il espérait unanime sur ce point, « l'abolition de la misère ».

3. *Actes et paroles I*, note XI, juin 1849.

4. <http://www.revue-quart-monde.org/2959>

La proposition du vicomte de Melun fut adoptée à la majorité, ainsi que son projet initial de « nommer dans les bureaux une commission de trente membres, pour préparer et examiner les lois relatives à la prévoyance et à l'assistance publique. » Victor Hugo, qui souhaitait en être, paya pour avoir dénoncé la division qui régnait derrière cette belle unanimité : aux trois tours de scrutin restreint, le 11 juillet, il n'obtint jamais plus de six voix sur vingt-sept et ne fut pas nommé, contrairement à la plupart des membres importants de cette assemblée de 1849 (de Thiers à Montalembert, de Berryer à Rémusat, d'Emmanuel Arago au pasteur Coquerel). La présidence de la commission fut confiée à Mgr Parisis, évêque d'Arras (ville qui a son importance dans *Les Misérables*), et son secrétariat à Armand de Melun lui-même. Mais il se passa à peu près ce que Victor Hugo avait annoncé au commencement de son discours : cette commission fut dévorée par les divisions internes, on estima que cette période de troubles n'était pas opportune pour traiter de ces questions, on finit même par accuser le valeureux et malheureux vicomte Armand de Melun de faire le jeu des socialistes évincés, et les résultats ne furent pas à la hauteur des intentions, du moins pour ceux qui en avaient eu de bonnes.

Quoi qu'il en soit, ce discours sur la misère marque un tournant dans la carrière politique de Victor Hugo : sans avoir encore rejoint le camp adverse, il s'oppose pour la première fois à son propre camp, et fait l'expérience de la solitude en public. Il n'admet encore du socialisme que sa dimension chrétienne, et voit dans l'application des Évangiles le dernier terrain d'entente entre les partis opposés. Mais l'Assemblée était pleine de monarchistes d'un catholicisme agressif et réactionnaire, et de socialistes généralement pas chrétiens ; les « démocrates catholiques », tendance dans laquelle il pouvait encore assez se reconnaître, ne représentaient en réalité, comme il l'écrira plus tard, qu'une « honnête et imperceptible minorité<sup>5</sup> » – tandis que la plus large majorité se montrait ouvertement hostile à la République. À partir de cette date-là, et jusqu'au coup d'État du 2 décembre 1851 qui l'envoie en exil, sa situation devient de plus en plus difficile, intenable même : il est rejeté par son propre camp, et mal accepté par l'opposition qu'il rejoint. Cela ne l'empêche pas de prononcer une série d'autres grands discours, sur la liberté d'enseignement, sur le suffrage universel, sur la liberté de la presse, qui font désormais partie des plus grandes pages de la tribune française. Mais le combat fondamental contre la misère, toujours associée à l'ignorance comme les deux piliers de l'échafaud qui pèse sur le peuple, reste le premier par importance, comme il a été le premier dans la chronologie. Seulement les gouvernements successifs de la Deuxième République l'enterrent, et il faudra attendre l'exil pour que Victor Hugo, encore plus solitaire, le reprenne à son propre compte. ■

(À suivre.)

5. *Histoire d'un crime*, II, 7.